

Monsieur le Directeur académique, chers collègues,

Ce CSA nous réunit dans un contexte à nouveau alourdi par un fait de violence ayant frappé l'Éducation Nationale. Cet événement terrible s'ajoute malheureusement à une série d'événements dont l'accumulation récente effraie, stupéfie, interroge, mais surtout, s'il en était besoin, révèle les fragilités criantes. En effet, nous ne devrions pas avoir besoin de vivre de tels drames pour constater à quel point la jeunesse de ce pays va mal. Nous ne devrions pas avoir besoin de vivre de tels événements pour constater à quel point les personnels chargés de l'éducation de la jeunesse de ce pays sont vulnérables, mal ou pas protégés, mal ou pas formés, mal ou pas accompagnés face aux défis multiples que présente le mal-être de ces jeunes. Alors oui, comme d'habitude oserons-nous ajouter, notre ministre apportera son soutien à la famille, dénoncera cet acte abject... En attendant le prochain...

Hélas, l'objet de ce CSA est l'occasion d'un autre constat non moins terrible : les choix politiques opérés par le gouvernement en terme de budget et de répartition des moyens ne vont pas, loin s'en faut, permettre d'améliorer la situation. On peut même, sans grand risque de se tromper, prévoir le contraire : la situation va empirer. 15 ETP en HP sont supprimés dans la Manche. Au niveau académique, 10 postes d'administratifs (BOP 214 et 141) ou encore 3 postes « Jeunesse, Engagement et Vie Associative » vont disparaître. Bizarrement, alors même que certains se prévalent régulièrement de « bon sens » dans leur communication, lorsqu'il s'agit d'en faire preuve pour l'encadrement des enfants ou des jeunes, celui-ci s'évapore.

En se cachant derrière la froideur des chiffres de la démographie, semblant même à demi-mots parfois s'en réjouir comme d'une opportunité, le gouvernement prévoit à nouveau une diminution considérable des moyens alloués à l'Éducation nationale, et ce de manière générale, à toutes les échelles. En fait, il faut bien avouer que ces annonces n'ont, sur le terrain, surpris personne. Et cela en dit beaucoup, il faut le noter : dans la grande majorité des témoignages qui nous sont remontés, les personnels de l'Éducation nationale, de fait, n'attendent plus rien de leur ministère. Attention à ces mots : c'est la résignation qui domine. L'espoir de meilleures conditions de travail, de meilleures conditions de prise en charge de la difficulté, parfois de la détresse des élèves, l'espoir, oui, est en train de s'éteindre. Il faut bien prendre conscience de cette situation, et ne pas s'étonner, ni se lamenter, à l'avenir, de la poursuite de la baisse du nombre de candidats aux concours de l'enseignement et de la hausse des demandes de reconversion ou démissions.

Moins d'élèves...mais, on le rappelle, des élèves qui, en majorité, ne vont pas bien. Et donc, moins de moyens pour les encadrer, les accompagner, et ce à tous les niveaux.

En effet, cette baisse démographique aurait pu constituer une opportunité. Mais pas une opportunité de comptable, pas une opportunité d'économies de bouts de chandelles... Non, une opportunité de décider, à l'échelle nationale, que oui, la Nation allait se donner les moyens de s'occuper de sa jeunesse, une opportunité mathématique d'enfin réduire significativement le nombre d'élèves par classe et d'ainsi améliorer la situation statistique de notre pays comparativement aux autres pays dits développés, mais surtout, ainsi, d'améliorer de façon évidente, par la diminution du nombre d'élèves par classe, l'encadrement, l'accompagnement, le suivi, en un mot l'éducation des élèves. Parallèlement à la tentative d'assassinat de Sanary-sur-mer, d'autres événements récents (sur cette dernière semaine) ne font que montrer à quel point les élèves en ont besoin :

- A Toulouse, 12 collègues PE sur 12 sont en arrêt après notamment qu'un élève ait déclenché un incendie en classe
- A Dijon, une dizaine de jeunes ont débarqué dans le collège Lentillères pour en découdre avec un autre. La police municipale a dû intervenir.

La presse fait état de façon de plus en plus régulière de violences dans les établissements scolaires mais le choix d'améliorer quantitativement l'accueil des élèves n'a pas été fait. Nous, représentants de la CFDT Education, le regrettons amèrement, et nous allons, une fois de plus, constater que l'encadrement, l'accompagnement, le suivi, l'éducation des élèves vont être dégradés par ces baisses de moyens dont nous ne connaissons que trop les conséquences : suppressions de postes, divisions des temps de services, démantèlement des dynamiques d'équipes pédagogiques, affaiblissement des projets pédagogiques innovants et enrichissants qui contribuent à l'épanouissement des élèves.

Voilà ce dont nous voulons témoigner devant vous dans ce contexte : amertume, résignation, et découragement.

C'est un signal d'alarme. Nous croyons qu'il sera entendu. Mais nous doutons qu'il aura un quelconque effet, tant ces dernières années, le dialogue social et l'écoute des personnels sont mis à mal.